

La contribution de la notation extra financière à mesurer la RSE

Cas de quelques entreprises algériennes certifiées

Arabeche Zina*

Centre Universitaire Ahmed Zabana, Relizane, Algérie

مساهمة التصنيف ما بعد المالي في قياس المسؤولية الاجتماعية دراسة حالة بعض المؤسسات الجزائرية الحاصلة على شهادة الايزو

عرابش زينة

المركز الجامعي أحمد زبانا، غليزان - الجزائر

Date de réception : 06/02/2019 ; Date d'acceptation: 29 /07/2019 ; Date de publication: 15/09/2020

The Contribution of the Extra-Financial Rating to Measure CSR : Case of some Algerian Certified Companies

Abstract: The business community in Algeria is weakened by its transition to the market economy, and its structure makes it difficult to adopt a CSR approach. In order to reduce the inequalities of local development, reduce the unemployment rate, improve the quality of life of citizens, the Algerian Government must meet the challenges of sustainable development which requires the achievement of economic, social, and environmental performance. The objective of this contribution is to try to examine the commitment of some companies certified in the CSR approach through the use of the measures of the Vigeo extra-financial rating agency. In order to achieve this objective, we opted for a quantitative methodology through the distribution of questionnaires to a set of certified companies. We found that the Algerian companies surveyed are socially responsible in the customer-supplier field and in the field of human resources. However, they are less responsible in the field of human rights and social commitment.

Keywords: CSR, Vigeo agency, certified Algerian companies

JEL Classification: M14,L26

Résumé : Le milieu des affaires en Algérie est fragilisé par son passage vers l'économie du marché, et sa structure rend l'adoption d'une démarche RSE difficile. Afin de baisser les inégalités du développement local, réduire le taux de chômage, améliorer le mode de vie des citoyens, le gouvernement algérien doit relever les défis du développement durable qui exige la réalisation des performances économiques, sociales et environnementales. L'objectif de cette contribution est d'essayer d'examiner l'engagement de quelques entreprises certifiées dans la démarche RSE à travers l'utilisation des mesures de l'agence de notation extra-financière Vigeo. Afin de réaliser cet objectif, nous avons opté sur une méthodologie quantitative à travers la distribution des questionnaires sur un ensemble des entreprises certifiées. Nous avons trouvé que les entreprises algériennes enquêtées sont socialement responsables dans le domaine de client-fournisseur et dans le domaine de ressources humaines. Cependant, elles sont moins responsables dans le cadre de droit de l'homme et l'engagement social.

Mots-clés : RSE, agence Vigeo, entreprises algériennes certifiées

Codes de classification Jel : M14; L26.

المخلص:

يتميز مجتمع الاعمال في الجزائر بالضعف بسبب انتقاله الى اقتصاد السوق، كما ان هيكل السوق تجعل من الصعب اعتماد نهج المسؤولية الاجتماعية. فمن اجل الحد من عدم المساواة في التنمية المحلية، خفض نسبة البطالة وتحسين حياة المواطنين، يجب على الحكومة الجزائرية مواجهة تحديات التنمية المستدامة التي تتطلب تحقيق الاداء الاقتصادي، الاجتماعية والبيئي. الهدف من هذه المساهمة البحثية هو محاولة فحص التزام بعض المؤسسات الحاصلة على شهادة الايزو عن طريق استخدام قياس التصنيف ما بعد المالي لوكالة فيجييو (Vigeo). من اجل تحقيق هذا الهدف، اتبعنا الاسلوب الكمي عن طريق توزيع الاستبانات على مجموعة من المؤسسات الحاصلة على شهادة الايزو. في الأخير، توصلت الدراسة الى ان المؤسسات الجزائرية التي شملها الاستطلاع مسؤولة اجتماعيا في مجال عملاء- مورودين ومجال الموارد البشرية، اما بالنسبة لباقي المجالات : حقوق الانسان و المشاركة الاجتماعية فهي اقل مسؤولية .

الكلمات المفتاحية: المسؤولية الاجتماعية، وكالة فيجييو Vigeo، المؤسسات الجزائرية الحاصلة على الايزو

الترميز الاقتصادي (JEL) : M14; L26

I- Introduction :

De nos jours, dans le contexte des affaires, les principaux risques exposés ne sont pas exclusivement des risques économiques, mais aussi des risques juridiques, sociaux, environnementaux, etc. Autrement dit, des risques « extra-financiers ». La stratégie RSE présente un excellent outil afin de faire face à tous ces risques, elle constitue un instrument indispensable pour réaliser des gains à long terme. La RSE est définie par la norme ISO 26000 comme la responsabilité d'une firme à travers des impacts de ses actions sur le côté sociétal et environnemental, se manifestant par l'adoption des comportements transparents qui réalise la stratégie du développement durable, y compris le bien-être des citoyens ainsi que la satisfaction des attentes de tous les parties prenantes¹.

La RSE comprend plusieurs volets, tels que les droits de l'homme, le bien être des personnes, les conditions de travail, la protection de l'environnement, la prévention de la corruption, la concurrence équitable, les intérêts des clients et la fiscalité. L'intégration d'une stratégie RSE au sein de l'entreprise apporte donc une importante contribution au développement durable et donc améliorer la compétitivité des entreprises et relever les défis de société. Les entreprises algériennes sont actuellement face aux mutations socioéconomiques et environnementales importantes, ces mutations sont exercées aux niveaux internationale, nationale et aussi locale, alors, Elles devraient opter et mettre en application une stratégie pour répondre à ces contraintes. Car développer la responsabilité sociale est la seule façon pour les entreprises algérienne de se rendre performantes dans un environnement concurrentiel féroce.

Donc, nous trouvons légitime de poser la question centrale suivante : quelle est la réalité de la mise en application de la responsabilité sociale dans les entreprises algériennes certifiées ?

L'hypothèse principale de notre papier de recherche est : Les entreprises algériennes certifiées sont socialement responsables dans tous les domaines de la RSE mesurés par l'agence de notation extra financière Vigeo.

En fait, le nombre d'études et d'enquêtes effectué au sein des entreprises algériennes reste timide, car le terme même de RSE reste nouveau dans une économie administré qui tente d'aller vers une économie de marché où les règles et les normes de ce traverse non pas étaient clairement mis en place ; les entreprises algériennes ont constamment subi les effets négatifs de la fragilisation des établissements nationale en terme de législation, d'un coté, et le pouvoir des groupes interpersonnelles et leur puissance d'influence sur l'état de droit d'autre coté.

Pour répondre à cette interrogation nous allons commencer par clarifier la nature de terme de RSE, ensuite nous allons aborder la démarche du gouvernement algérien vis-à-vis de la RSE et enfin nous allons exposer le cas de quelques entreprises algériennes certifiées en matière de la RSE en utilisant les mesures de l'agence extra financière Vigeo.

1. la responsabilité sociale des entreprises : revue de littérature

Étymologiquement parlant , le terme « Responsabilité » trouve son origine dans la loi. Du latin **spontio**, en Grec (Spondé) désigne d'après Tchankam et Estay (2004) promesse solennelle génératrice d'engagement. A ce moment, tous les débats que l'on rencontre, y compris dans les

1. Article 2.18 de la norme ISO 26000.

organisations, sont reliées à la confusion entre la structuration juridique et l'adoption morale du terme. Dans le domaine de droit, la responsabilité montre une impression négative. Par ailleurs, il y a une contradiction entre la responsabilité juridique et managériale ou morale. Dans ce dernier, être responsable indique répondre de ses décisions, de ses actes et de leurs impacts devant autrui (Tchankam et Estay, 2004). Donc, en responsabilité sociale, la notion de responsabilité est à admettre dans la perception de responsabilité subjective qui est un aperçu moral plutôt qu'une obligation selon Delphine (2008). Cependant, être responsable d'une organisation, c'est prendre en charge toutes les actions liées à son fonctionnement et assumer tous les résultats de ses décisions. Le terme de responsabilité a pris une expression plus didactique, ainsi il a évolué au sens de l'engagement. D'après Delphine (2008), agir d'une façon responsable indique penser aux conséquences des décisions sur soi-même et sur les autres. Malgré plusieurs contributions théoriques et/ou empirique dans le domaine du RSE, cependant, jusqu'à maintenant il n'existe pas une définition commune, précise et claire de cette notion.

A travers la littérature, nous avons retenu les quatre grands volets de ce concept :

a. La RSE : un concept social.

Le thème de la responsabilité sociale est exploré depuis plusieurs décennies par les auteurs, chercheurs et théoriciens. Bowen (1953, 2013) présente l'un des fondateurs de la dimension sociale. Pour lui, la RSE présente une obligation pour les dirigeants des entreprises afin de mettre en place des stratégies et des politiques en répondant à ces objectifs d'une part et les objectifs sociaux d'autre part.

b. La RSE : un concept financier.

La responsabilité sociale de l'entreprise pour Friedman (1970) présente un moyen de maximiser le profit pour les chefs d'entreprises. La RSE consiste donc, d'exploiter les ressources pour accroître le chiffre d'affaire dans un marché ouvert et libre.

c. La RSE selon Carroll

La responsabilité sociétale des entreprises selon Carroll (1991) est ce que les personnes attendent des entreprises dans le cadre économique, réglementaire, éthique et volontaire. Carroll marque quatre sortes d'engagements :

- Obligations économiques (être productif et profitable, produire des produits et/ou services tout en respectant les codes de la sécurité...);
- Obligations légales (être réglementaire, suivre les lois,);
- Obligations éthiques (respecter les lois morales de la société,...) ;
- Obligations philanthropiques (travailler avec charité).

Selon Carroll, la RSE rassemble l'ensemble des besoins financiers, réglementaires, éthiques et philanthropiques qui peut avoir les citoyens d'une société donnée à l'égard d'une organisation à un moment précis, et elle est considérée comme étant toujours « en cours de définition » (Carroll et Archie B, 1999).

d. La RSE : un concept managérial et institutionnel

La RSE est l'interaction entre trois approches : la responsabilité publique, la légitimité et le management. En fait, ces trois approches se résultent en trois stades d'analyse : au niveau d'organisation, d'institution et d'une façon personnelle ou individuelle (Wood,1991). D'après Stancu A., et Orzan M (2007) , la RSE présente la combinaison volontaire des volets sociaux et

environnementaux dans les activités commerciales et dans les relations de l'entreprise avec ces parties prenantes. La dimension sociale, axe prioritaire de la RSE, touche en premier lieu les salariés et est essentiellement liée à la formation permanente, à la structuration du travail, à l'égalité des opportunités, à un meilleur équilibre entre travail et famille (Quéméneur, Ch, 2008, p2).

Ribout.F (2000) le PDG du groupe Danone affirmait dans son Rapport de responsabilité sociale qu'une organisation socialement responsable n'est pas une entreprise qui échappe à la responsabilité économique. Mais plutôt, celle qui met en place tous les outils compatibles pour que chaque employé ait une ambition de progression professionnelle dans ou hors de l'organisation et pour réduire le caractère douloureux de ces mutations pour les employés et leurs proches (Imbs.P et Ramboarison, L, 2013). Pour Brodhag.CH, (2012) la RSE se définit comme la responsabilité d'une entreprise à travers des influences de ses décisions et de ses actions sur la société et sur l'écosystème. Il continue en disant que la RSE se traduit par une orientation transparente et morale qui :

- ♦ Participe à réaliser des activités liées au développement durable en se basant sur le bien-être des citoyens.
- ♦ Prend en considération les besoins des stakeholders ;
- ♦ Respecte les réglementations et les lois en vigueur.

Emilie Alberola et Nadine Richez.B (2005) retiennent ces éléments de définition :

- ♦ Le terme RSE présente l'intégration par les chefs d'entreprises des problèmes environnementales et sociales à leurs fonctions et envers leurs stakeholders.
- ♦ La RSE doit être perçue comme un investissement à long terme et non pas un coût pour générer une meilleure performance et garantir la durabilité.
- ♦ La RSE est une notion liée au développement durable, les organisations doivent sans cesse intégrer les préoccupations financières, sociales et environnementales dans leur quotidien.

Ils ajoutent (ibidem) la RSE telle quelle se figure aujourd'hui est la façon la plus réalisée de prise en considération par l'organisation des préoccupations sociales, sociétales et environnementales attachées à son fonctionnement. L'idéal type de la firme socialement responsable se marquait ainsi par son aptitude à répondre de ses actions auprès toutes ses parties prenantes, à nouer des connaissances mutuellement favorables avec elles et à concilier leurs différences exigences de telle manière que tout le monde soit gagnant (Capron, M, 2007). Pour Abdelli, M. E., et Malika, A. (2020) " la responsabilité sociale renvoie à la création d'un avantage concurrentiel éthique pour les organisations".

L'importance des stakeholders trouve sa place dans la définition de la responsabilité sociale des entreprises, car d'après la commission européenne (2001) la RSE ne signifie pas uniquement la satisfaction des obligations réglementaires applicables mais aussi savoir investir dans le capital humain et nouer des bonnes relations avec les parties prenantes (in Paradas Agnès, 2007, p45). Donc, la responsabilité des dirigeants, vers ces préoccupations, est définie volontairement, d'où la responsabilité sociale de l'entreprise est considérée, selon Berland.N, (ibidem) comme un thème de référence de plusieurs disciplines de la littérature managériale. Cependant d'après Ernult.J et Ashta.A (2007, page 13) le terme de la RSE reste un terme ambigu et relatif aux relations humaines au sein des organisations. Par contre, la RSE doit être exprimée d'une façon plus large jusqu'elle touche toutes les dimensions de la société dans son ensemble.

2. La RSE dans le tissu économique algérien :

L'Algérie comme tout les pays du monde fait face à de nombreux problèmes sociaux, économiques et environnementaux. L'effet de serre, la diversité écologique et la désertification sont des dangers importants pour le développement durable qui nécessite une stratégie à long terme dans le cadre national et international privilégiant une association entre tous les acteurs. En Algérie, plusieurs instruments internationaux ont été mis en point dans sa politique national de développement pour équilibrer entre les obligations économiques, sociales et environnementales.

L'Algérie a renforcé son cadre législatif et institutionnel pour mener une bonne gestion rationnelle des ressources naturelles, ainsi plusieurs mesures ont été programmées par exemple : la promotion des énergies vertes, protection des écosystèmes et la lutte contre la pauvreté.

2.1 Cadre législatif et institutionnel :

L'Algérie a augmenté ses actions dans le cadre de la protection de l'environnement et du développement durable depuis le Sommet de Johannesburg mené en 2002 en favorisant une position importante aux volets sociaux, écologiques et environnementaux dans ses stratégies de modèle de société. En effet, les autorités algériennes ont mis en place une Stratégie Nationale de l'Environnement et un Plan National d'actions pour l'environnement et le développement durable (PNAE-DD) qui ²:

- Proposer une politique solide et stratégie à long terme qui mettent en avant la croissance durable et la lutte contre la pauvreté ;
- Mettre en place une politique favorisant le secteur privé d'intégrer dans énergies renouvelable et vertes ;
- Sensibiliser l'ensemble des ministères, les collectivités locales et la société civile de l'obligation de passer vers le développement durable.

Les objectifs de cette stratégie sont :

- ◆ L'amélioration de bien-être des citoyens,
- ◆ La conservation des ressources naturelles,
- ◆ La protection de l'environnement régional et promouvoir la compétitivité.

En Algérie, plusieurs lois, procédures et réglementaires ont été mis en avant afin de structurer le climat du travail, d'améliorer la santé des employés, de respecter les droits de l'homme, de protéger l'écosystème et de lutter contre la corruption.

En fait, l'état algérien a adopté une réglementation sociale et environnementale qui présente un cadre adéquat pour mettre en place la stratégie de la responsabilité sociale dans le cadre des conventions internationales. Même, le code de travail s'inscrit dans ces conventions internationales signées par l'Algérie, ce code en effet, explique les droits liés à l'emploi des enfants, les conditions de travail, la maternité, les condition de travail des femmes, la sécurité au travail, l'hygiène ...ect. (Hind,H et Mohammed A, 2014).

2 <http://www.mae.gov.dz/default.aspx>

2.2 Algérie et développement durable

D'après le site de ministère de l'environnement et des énergies renouvelables³, Plusieurs actions mises en œuvre par l'état algérien qui permet : l'exploitation rationnelle des ressources naturelles, la protection des terres agricoles, la protection des écosystèmes, la lutte contre la désertification et la pollution, la gestion intégrée des déchets dans une économie verte. En fait, à l'horizon de 2035 une stratégie mit en place par les autorités algériennes qui a pour but : de réduire les inégalités sociales, d'élimination des disparités régionales et une économie basée essentiellement sur la production et le développement durable. L'Algérie a adopté aussi plusieurs actions de soutien visant la promotion des énergies vertes à travers l'établissement d'un cadre juridique favorable ainsi, d'un fond National pour la Maitrise de l'énergie, pour les énergies renouvelables et la cogénération (FNMEERC) qui est alimenté chaque année de 1% de la redevance pétrolière et de certaines taxes du produit⁴.

Ainsi, le gouvernement a lancé un programme de développement des énergies renouvelables (ENR) et d'efficacité énergétique. Ce programme s'appuie sur une politique mise essentiellement sur l'exploitation des ressources inépuisable comme le solaire. Il s'agit d'installer une puissance d'origine renouvelable de l'ordre de 22000 MW à l'horizon 2030 pour le marché national (selon le site de ministère de l'environnement et des énergies renouvelables). De plus , ces dernières années, l'Algérie accorde beaucoup d'importance à la création d'emploi et l'entrepreneuriat par la mise en place des structures d'appui et d'accompagnement par exemple : ANSEJ,CNAC,ANGEM, pépinières et incubateurs et autres destinés aux jeunes porteurs de projets afin de relancer l'économie et la production nationale⁵ . Une enquête élaborée par l'agence de coopération allemande au développement admet que l'entrepreneuriat en Algérie pourrait générer jusqu'à 1,4 million d'emplois d'ici 2025 (Hind,H et mohamed,A, 2014). Donc, l'orientation future de l'Algérie est plutôt vers : l'économie verte et l'entrepreneuriat.

3. la réalité de la RSE dans les entreprises algériennes certifiées:

Le phénomène de la certification a pris en Algérie une grande ampleur ces dernières années. En fait, il constitue pour les entreprises algériennes la pratique managériale la plus répandue dans le tissu économique. Les études de l'organisation international de normalisation ISO (ISO survey 2011) donnent des constats intéressants quant à l'intégration de différentes normes par 178 pays dans le monde. L'objectif de cette partie est de savoir la réalité de la responsabilité sociale des entreprises dans les entreprises algériennes certifiées.

II. Méthodes et Matériels :

Nous avons utilisé *la méthode non probabiliste*. L'échantillon dans ce cas est constitué d'après un choix raisonné, il se fait selon un certain nombre de critères. (Mayrhofer, U, 2006,p45) Dans le cas de notre recherche, nous avons adressé le questionnaire à 50 entreprises algériennes certifiées et nous avons eu la réponse de 30 entreprises de différentes wilayas algériennes (voir l'annexe Tab n°1).

³ <http://www.meer.gov.dz/wp-content/uploads/2020/07/CATALOGUE-OUVRAGES-JUILLET-2020.pdf>

⁴ <http://www.aprue.org.dz/lancement%20ces-18.html>, Agence Nationale pour la Promotion et la Rationalisation de l'Utilisation de l'Energie, Algérie

⁵ <http://www.mdipi.gov.dz/?-Les-structures-d-appui-et-d->

1. Le modèle de l'agence de notation VIGEO :

D'après le site officiel de l'agence VIGEO, elle est le leader européen de la notation sociale et environnementale, autrement dit, extra-financière. Elle intègre la notion de la responsabilité sociale et de développement durable pour mesurer la performance de l'entreprise, afin de fournir des outils d'aide à la décision d'investissement (analyse et recherche de l'investissement socialement responsable aux fournisseurs actifs : investisseurs et gestionnaires d'actif). Et aussi à offrir des outils d'aide managériale pour les entreprises (diagnostics, plans d'actions, accompagnement des organisations sur tout ou partie des enjeux RSE).

Selon Notat.N (2012, page 03), se résume dans la constitution des banques des données, par le recours aux textes des institutions internationales et aux organisations professionnelles et non gouvernementales, ou bien les textes de portée régionale (ex : directives de UE), et les textes légaux et conventionnels en vigueur dans le pays, et regroupe aussi les caractéristiques et les enjeux des secteurs d'activité concernés. Et résume ainsi dans la mise au point constante de méthodes pour mesurer l'intégration du DD par l'entreprise, et de mettre en place des indices de comparaison, et enfin d'appliquer ces outils pour réaliser la notation des entreprises, soit une **notation sollicitée ou bien une notation dite déclarative**. La notation sollicitée reste à la propriété de l'entreprise, consiste la mesure de la performance de l'entreprise, notamment à éclairer ses zones d'excellences et de vulnérabilité, la cohérente entre la politique et les enjeux de la RSE. Ainsi le niveau d'efficacité et l'efficace de la politique de l'entreprise, alors l'importance de cette notation est de donner la possibilité à l'entreprise à communiquer ses parties prenantes et d'identifier des points forts et les améliorer vers le mieux. Pour la notation déclarative, elle est établie à la demande de toutes les parties concernées (associative, juridique ou gestionnaire de fonds...), caractérise par la transparence, l'opposabilité, d'où la notation de la même entreprise se fait par deux ou plusieurs analystes conduit à des scores très proches.

Alors nous avons choisi de mesurer la responsabilité sociale via cette agence de notation Vigeo pour les raisons suivantes :

- Elle présente l'une des agences de notation extra financière les plus répandue en Europe et au monde,
- Elle évalue la performance de tout type d'entreprises : publiques, privées, PME,GE
- Elle s'appuie à la fois sur les performances économiques de l'entreprises et sur son comportement vis-à-vis l'environnement, son respect des actes sociales.

Notre questionnaire est donc, composé de **23** questions réparties en cinq domaines :

- ♦ Domaine des Ressources Humaines : comportant 07 questions
- ♦ Domaine Engagement Social : comportant 03 questions
- ♦ Domaine de L'environnement : comportant 04 questions
- ♦ Domaine Client –Fournisseur : comportant 04 questions
- ♦ Domaine du Droit De L'homme : comportant 05 questions

Nous avons indiqué précédemment que, dans ce travail, nous utilisons l'administration du questionnaire en face à face pour la collecte des données. C'est l'étape préliminaire qui nous a encouragé à réaliser ce choix puisque les autres modes d'administration (courrier postal, téléphone, mail) n'ont donné aucun résultat.

Il est impératif de motiver ce choix : le premier argument que nous pouvons user pour justifier le choix du face à face est la *fiabilité des informations collectées* de la part des dirigeants des entreprises. L'administration en face à face est plus appropriée aux spécificités de contexte algérien et aux particularités de la population (les entreprises industrielles). **Souvent, les dirigeants algériens ne répondent presque jamais aux questionnaires qui leur sont envoyés**, ce refus de répondre s'explique par deux raisons essentielles:

- a. Les informations concernant la gestion de son entreprise sont considérées comme confidentielles.
- b. Les informations concernant son comportement est personnelle.

Le questionnaire administré en face à face permet de pallier ces difficultés ; en discutant directement avec les chefs d'entreprises, il est plus facile de les convaincre de répondre. Parmi les arguments utilisés pour « attirer » leur accord :

- ♦ Le questionnaire n'est pas très long et ne demande pas assez de temps pour répondre.
- ♦ Le questionnaire est anonyme : le nom des entreprises qui ont répondu n'est pas publié.

2. Méthodologie de notation sociétale Vigeo:

L'agence de notation Vigeo comprend plusieurs domaines différents pour mesurer la responsabilité sociale des entreprises à savoir : Domaine de Ressources humaines, Domaine de l'environnement, Domaine client-fournisseur, Gouvernance d'entreprise, Domaine de l'engagement social et Domaine de droit de l'homme. Chaque domaine contient un référentiel propre pour évaluer le degré d'engagement dans la RSE (voir annexe Tab n°2).

3. Personnalisation des critères :

Nous présentons maintenant les domaines et les critères que nous avons personnalisé pour notre échantillon d'entreprises :

a. Ressources Humaines:

- ♦ Promotion des relations des employés.
- ♦ Encourager la participation des employés.
- ♦ Qualité des systèmes de rémunération.
- ♦ Amélioration des conditions de sécurité et de santé.

b. Environnement :

- ♦ stratégie environnementale et conception écologique.
- ♦ minimiser l'impact environnemental de l'utilisation de l'énergie.
- ♦ La gestion des déchets.

c. Clients/ Fournisseurs :

- ♦ la sécurité des produits.
- ♦ informations clients.
- ♦ intégration des facteurs environnementaux dans la chaîne d'approvisionnement.

d. Engagement social :

- ♦ contribution à des causes d'intérêt général.
- ♦ promotion du développement économique et social.

e. Droit de l'homme

- ♦ respect de la liberté d'association et le droit à la négociation collective.

- ◆ la non discrimination
- ◆ élimination du travail des enfants.

III. Résultats et Discussion :

1. Statistiques descriptives des caractéristiques démographiques des entreprises algériennes:

Nous avons remarqué à partir le tri à plat que nous avons effectuée que le nombre des hommes est supérieurs (60%) de celui des femmes dirigeantes (voir annexe Tab n°4). Nous constatons que le nombre de femmes dirigeantes en Algérie reste relativement faible. Nous avons rencontré une femme dirigeante à de prête-nom utilisé par leur proche de l'autre sexe afin d'obtenir du registre de commerce. Parmi les difficultés soulevées par les femmes selon cette dirigeante : d'abord, la lenteur et la lourdeur des procédures administratives ; ensuite, les difficultés à trouver du personnel compétent, les difficultés d'accès au marché et enfin la culture de la société algérienne qui a une tendance vers la masculinité (Zina Arabeche, 2011). D'après Madoui.M (2003) l'entreprise est une histoire d'homme et de sang dans le contexte algérien ; une histoire d'homme puisque les épouses, les belles sœurs, les femmes sont éloignées et écartées. Une histoire de sang parce que ne sont associés dans l'entreprise que les personnes (père, fils, frères...) descendants d'une même famille.

La lecture du tableau de fréquence nous indique que 30 % des dirigeants algériens interrogés ont suivi la formation professionnelle. Alors, nous constatons que l'étude supérieure est dominante d'un taux de 60% (Annexe Tab n°5). A partir des données indiquées dans le tableau de fréquence, nous avons distingué que la majorité des entreprises enquêtées ont la certification iso 9001 (Voir Annexe Tab n°6). L'Algérie, à l'instar des pays émergents, n'échappe pas à cette disposition internationale du recours aux normes ISO du management de la qualité. En effet dès les années 1990, un programme national a été pris en disposition par les autorités publics afin d'encourager les organisations à se doter du système de management de la qualité conforme à la norme ISO9001. En Algérie il y a une croissance remarquable du nombre d'entreprises certifiées ISO 9001 par rapport aux d'autres type de certifications⁶.

2.L'appréciation du degré d'engagement des entreprises algériennes dans la responsabilité sociale des entreprises (RSE) : interprétation de l'analyse univariée

Tout d'abord, 70 % des dirigeants algériens, les préoccupations des employés sont prises en compte, et 73,3% des dirigeants enquêtés accordent une importance à l'amélioration des conditions de travail (Voir annexe , Fig n°1). Les dirigeants algériens souhaitent améliorer les conditions de travail de leurs salariés pour renforcer la performance de leur entreprise. Deuxièmement, seulement 40% des entreprises accordent l'importance à la participation des employés aux décisions stratégiques. Alors l'importance de la participation est donnée à la participation au capital et pas à la participation dans la prise de décisions. Avec l'entretien direct avec les dirigeants, les décisions sont presque toujours prises par le dirigeant. Le reste des employés sont dans l'entreprise seulement pour exécuter les ordres. En effet, ils n'ont pas un savoir faire pour aider à trouver une décision efficace à l'entreprise. (Selon quelques dirigeants algériens) Ensuite, pour 70 % des entreprises, la politique de rémunération est considérée comme étant motivante, alors 60% des entreprises

6. www.mdipi.gov.dz

déclarent leur conformité sur la cohérence entre la productivité du personnel et la configuration du système de rémunération. Enfin, 63,3% des entreprises algériennes sont fortement d'accord avec la réduction des taux d'accidents de travail, d'où ces entreprises appliquent d'une manière stricte les normes de sécurité.

77% des dirigeants algériens enquêtés sont fortement d'accord avec la nécessité de la protection de l'environnement, ce dernier peut être constitué un facteur de réussite pour toute entreprise qui cherche la durabilité. Mais 36% d'entre eux, considèrent que l'engagement environnemental encourage la clientèle d'être fidèle à ses produits. Ils sont tout à fait d'accord que le client présente un rôle majeur pour inciter les entreprises à atteindre la performance environnementale mais, ils n'ont pas assez de budget, d'informations, de temps, de compétences afin d'engager dans des pratiques environnementales. Nous observons que 70 % des entreprises sont fortement d'accord envers l'intégration des normes environnementales nationales et internationales, d'où 08 entreprises enquêtées appliquent ces normes. 67% des dirigeants algériens favorisent le recyclage des déchets. Cette opération permet dans un côté de réduire l'effet de ces déchets sur l'environnement, et d'un autre côté de garder un autre bénéfice suite à ce traitement (voir annexe Fig n°3).

Premièrement, 83 % des managers algériens, avancent que les clients sont largement satisfaits par la qualité des produits. Cela est dû, au fait que, ces dirigeants travaillent pour améliorer la qualité des produits offerts aux consommateurs car la qualité présente aujourd'hui, un atout pour conquérir le marché et faire face aux concurrents. Deuxièmement, 63,3% des entreprises sont tout à fait d'accord que, la clientèle est la plupart fidèle à ses produits. Le reste des dirigeants justifient l'infidélité des clients à ses produits par l'existence de plusieurs produits locaux et internationaux dans le marché. La part de marché de 60% entreprises algériennes est en croissance (Annexe n°4). 37% des dirigeants algériens sont plutôt d'accord en ce qui concerne l'implication de l'entreprise à des causes d'intérêt général, uniquement 20% des répondants déclarent que le budget alloué est important pour la société ; pour le reste ce budget n'est pas important. 83,3% des entreprises donnent beaucoup d'importance (commerciale, financière ou technique) aux parties prenantes qui désirent contribuer à des causes d'intérêt général (Fig 5, Annexe).

Concernant le travail des enfants la totalité des entreprises algériennes ne sont pas d'accord avec le recrutement des enfants. Pour 63,3% des dirigeants enquêtés, le personnel a le droit de se syndiquer. Par ailleurs, les entreprises respectent la loi qui donne le personnel le droit de se syndiquer. Nous observons pour 67% des dirigeants algériens sont plutôt d'accord pour le recrutement des femmes, alors pour 63,3% d'entre eux, les femmes doivent occuper des postes clés et stratégiques dans l'entreprise. 33,4 % des entreprises déclarent que les hommes n'acceptent pas d'être dirigés par les femmes, ceci nous montre que l'égalité entre les hommes et les femmes est moyennement forte. 50% des entreprises accordent l'importance à l'insertion professionnelle des personnes handicapées, ce qui nous montre que l'entreprise a un engagement vers la société.

La fréquence des entreprises la plus élevée correspond à la classe moyenne (annexe, Fig n°6), d'où 56 % des entreprises enquêtées sont considérées moyennement socialement responsable, 5 entreprises appartiennent à la classe « Peu concernée », 6 entreprises appartiennent à la classe « en devenir socialement responsable » et 2 entreprises appartiennent à la classe des entreprises avancées en matière de responsabilité sociale.

Les moyennes des degrés d'engagement sur le champ de client fournisseur et celui de ressources humaines se rapprochent. Les résultats montrent que les entreprises enquêtées ont les meilleures moyennes de notation RSE sur les domaines suivants (annexe Tab n° 7): Domaine client-fournisseur (70,11), et domaine De ressources humaines (71,33).

Cet engagement dans le domaine de client-fournisseur se fait sur la base de la démarche qualité, en effet les entreprises cherchent à satisfaire les clients afin de garder leurs fidélités, par l'application des normes de qualité, qui intègrent les problématiques environnementales, envers l'intégration des normes de développement durable. Quelques entreprises enquêtées sont partiellement exportatrices, alors il nous semble qu'elles respectent les normes de production internationales. L'engagement des entreprises dans le domaine de ressources humaines est expliqué par la prise en compte des préoccupations des employés, l'amélioration des conditions de travail, garantir la sécurité et la santé des employés et améliorer le système de rémunération.

Le domaine le mieux noté en terme de moyenne est le domaine client-fournisseur, et de RH, le domaine de l'environnement est mieux noté que le domaine « droit de l'homme », cet engagement environnemental est a priori justifié par la conformité avec la réglementation et par l'ensemble des lois et des règles obligatoires qui organise la relation d'entreprise avec son milieu naturel et économique (prélèvement, matières ou produits dangereux, déchets, ou nuisances). Le domaine de l'engagement social a une notation faible par rapport aux domaines précédents, autrement dit, les entreprises peuvent avoir une contribution limitée dans l'intérêt général, et à la promotion du développement social.

Nous pouvons conclure que les entreprises algériennes enquêtées sont socialement responsables dans le domaine de client- fournisseur et dans le domaine de ressources humaines. Cependant, elles ont moins responsables dans le domaine de droit de l'homme et l'engagement social. Cela nous permet de conclure que notre hypothèse est plutôt infirmée.

IV- Conclusion:

Les recherches qui s'intéressent à l'engagement des dirigeants dans la RSE aux pays émergent sont rares et surtout aux pays du Maghreb. Elles se limitent à des recherches exploratoires qui ne permettent pas une généralisation des résultats (Turki, 2003 ; Hamdoun, 2008 ; Ghreib, 2009). D'après notre enquête auprès des entreprises algériennes, les chefs d'entreprises certifiées ne distinguent pas la responsabilité sociale comme un privilège ou une priorité. Ils semblent avoir du mal à saisir à leurs intérêts les nouvelles besoins de la société ou de la protection de l'environnement malgré leur intégration dans démarche certification. Donc, les entreprises algériennes sont marginalisées pour la mise en place de la stratégie de la RSE. L'Algérie un pays émergent est intéressé par cette mutation vers l'économie capitaliste. Mais, le questionnement à l'égard de la RSE est embryonnaire par rapport aux pays voisins. Quelques entreprises algériennes certifiées ont la volonté d'intégrer la stratégie de la RSE, alors on ne peut pas généraliser l'idée que les entreprises algériennes sont irresponsables. A travers l'investigation empirique, nous avons distingué que les dirigeants algériens ont un engagement moral envers la société. Ils doivent agir afin d'améliorer celle-ci. Ainsi, selon la majorité des dirigeants interviewés, il existe une forte relation entre la religion islamique et les fondements de la RSE. Cependant, dans le contexte algérien, il existe peu de responsables qui connaissent parfaitement la notion de (RSE) et qui ont des pratiques volontaires vis-à-vis de la société. Les dirigeants de notre échantillon pratiquent les

actions de la responsabilité sociale d'une façon implicite sans l'annoncer explicitement. Dans telle condition les entreprises algériennes doivent :

- ♦ Focaliser sur le savoir et le savoir-faire autrement dit, sur les compétences et le capital humain afin de garantir la création de valeur durable et de miser sur la compétitivité nationale et internationale ;
- ♦ Repousser l'innovation et la capacité entrepreneuriale d'apercevoir les opportunités et de faire face aux challenges de l'internationalisation et de l'innovation technologique rapide ;
- ♦ Stimuler la créativité et l'innovation des processus, des modes de management, des produits, des services et des outils de marketing ;
- ♦ Motiver les dirigeants à investir dans les secteurs d'activités dans lesquelles l'Algérie dispose les moyens et les ressources susceptibles d'être source de compétitivité à l'échelle internationale (service, tourisme, TIC) ;
- ♦ Il est nécessaire de simplifier, d'assouplir et de diminuer les contraintes réglementaires et administratives. ainsi, d'alléger la charge fiscale qui pèse sur l'activité de la création d'entreprise.
- ♦ Structurer et réglementer les activités liées à la mise en disposition des pratiques sociales et environnementales.

Références :

- Abdelli, M. E., et Malika, A. (2020). The Contribution of Social Responsibility to Achieving a Competitive Moral Advantage: A Case Study of Sherhal Sweets Organization". In Batabyal, D. (Ed.), *Global Entrepreneurial Trends in the Tourism and Hospitality Industry* (pp. 217-236). IGI Global. <http://doi:10.4018/978-1-7998-2603-3.ch013>
- Brodhag C, (2012). Responsabilité sociétale : Un élément de la gouvernance du développement durable , *Liaison énergie francophonie*,
- Carroll, Archie B. (1999). The Pyramid of Corporate Social Responsibility: Toward the Moral Management of Organizational Stakeholders. *Business Horizons*
- Capron,M, (2007). La responsabilité sociale d'entreprise est –elle destinée à satisfaire les intérêts des parties prenantes de l'entreprise ? Enjeux théorique et pratiques . *Colloque international « Gouvernance d'entreprise, éthique des affaires et responsabilité sociale de l'entreprise »*, Université Abou Bekr Belkaid, Tlemcen (Algérie)
- Delphine, G.-A. (2008). La perception du dirigeant de PME de sa responsabilité sociale : une approche par la cartographie cognitive », *Thèse présentée à la Faculté des sciences économiques et sociales, université de fribourg, Suisse*.
- Ernult.Jet Ashta.A . (2007). Développement durable, responsabilité sociétale de l'entreprise, théorie des parties prenantes : Évolution et perspectives . *Cahiers du CEREN*, numéro 21, pages 4-31
- Friedman M. (1970). The Social Responsibility Of Business Is To Increase Profits . *New York Times Magazine*, 13 septembre.
- Hind.H.S et Mohammed.A. La réalite de la responsabilité sociale de l'entreprise en Algérie : cas de NCA Rouiba. *International Journal of Business & Economic Strategy (IJBES)*.vol 2. International Conference on Innovation in Business, Economics & Marketing Research (IBEM'14). Page 1-8
- Imbs.P et Ramboarison ,L, (2013). Opérationnaliser la RSE dans les PME : quelles pratiques de GRH socialement responsable ? . *Revue management et avenir*, n. 59 .
- Notat.N . (2012), la responsabilité sociale de l'entreprise. *Cahier de l'évaluation*, n°06, vol03.
- Stancu, A., Orzan, M. (2007). la responsabilité sociale , Vol. 1., Nr. 2, p. 1-13, 2006, <http://ideas.repec.org/p/ase/wpaper/1001.html>.
- Tchaman, J.-P. et Ch. Estay (2004). La pratique de la responsabilité sociale et ses implications dans l'entreprise . *Gestion* 2000, juillet-août., p. 31-47
- Lépineux F., Rosé J.-J., Bonanni C., Hudson S. (2010). LA RSE : Théories et pratiques. *DUNOD*, Paris, p. 28
- Paradas.A, (2008). La position des petites entreprises face à la responsabilité sociale . *Revue de l'organisation responsable*, vol n°03
- Wood D. J., (1991). Corporate Social Performance Revisited. *Academy Of Management Review*, n°16, P. 691-718
http://www.industrie.gov.dz/IMG/pdf/Revue_du_ministere_Industrie_Algerie_No03.pdf
- Livre vert de la Commission des Communautés européennes - 18 juillet 2001.
<http://www.mae.gov.dz/default.aspx>

Annexe

Tableau n°1 : Profil d'entreprise de l'échantillon

Wilaya	Nombre de questionnaire adressé	Nombre de questionnaire reçu	Type d'entreprises
Relizane	05	02	Agroalimentaire
Mostaganem	10	05	Agroalimentaire
Oran	10	08	Machines, Equipment, construction, métallurgie et agroalimentaire
Blida	10	05	Agroalimentaire, produits métalliques
Alger	15	10	Agroalimentaire, produits cosmétiques, Equipment, produits plastiques
Total	50	30	

Source: Réalisé par le chercheur

Tableau n°2 : les domaines de critère de Vigeo pour mesurer la RSE

Domaines	Mesures et critères
D1 : Ressources humaines	1-promotion des relations des employés. 2-encourager la participation des employés. 3-management responsable de la restructuration. 4-management de la carrière et promotion de l'employabilité. 5-qualité des systèmes de rémunération. 6-amélioration des conditions de sécurité et de santé. 7-respect du management des heures de travail.
D 2 : Environnement	1-stratégie environnementale et conception écologique. 2-contrôle et prévention de la pollution. 3-développement de produits et de services « verts ». 4-protection de la biodiversité. 5-protection des ressources en eau. 6-minimiser l'impact environnemental de l'utilisation de l'énergie. 7-management des émissions atmosphériques. 8-la gestion des déchets. 9-la gestion des nuisances environnementales :poussières, bruits, odeur, etc. 10-management environnemental de l'impact de transport. 11-management environnemental de l'impact de l'utilisation et la destruction des produits et services.
D 3 : Clients/Fournisseur	1-la sécurité des produits. 2-informations clients. 3-accord contractuel responsable. 4-relations durables avec les fournisseurs. 5-intégration des facteurs environnementaux dans la chaîne d'approvisionnement. 6- intégration des facteurs sociaux dans la chaîne d'approvisionnement. 7-prévention de la corruption. 8-prévention des pratiques anticoncurrentielles.
D4 : Gouvernance d'entreprise	1-conseil d'administration. 2-audit et contrôles internes. 3-droits des actionnaires. 4-rémunération.
D 5 : Engagement social	1-promotion du développement social et économique. 2-les impacts sociaux des produits et services des entreprises. 3-contribution à des causes d'intérêt générale.
D 6 : Droit de l'Homme	1-respect des normes des droits de l'Homme et la prévention des violations 2-respect de la liberté d'association et le droit à la négociation collective. 3- la non discrimination. 4-élimination du travail des enfants.

Source : agence de notation vigeo

Tableau n°3 : Grille d'équivalence notation Vigeo/notation construite

Catégorie	Rating	Classe d'entreprise	Notation RSE
Les entreprises peu concernées	Note --	0	<50
Les entreprises en devenir	Note -	1	50<à<60
Les entreprises moyennes	Note=	2	60<à<70
Les entreprises avancées	Note +	3	70<à<80
Les entreprises pionnières	Note ++	4	80<à<100

Source : agence de notation vigeo

Tableau n°4 : Le sexe du répondant

	Fréquence	Taux
Homme	18	0.6
Femme	12	0.4
Total	30	100

Source : Réalisé par le chercheur à l'aide du logiciel SPSS

Tableau n°5 : Niveau de formation

	Fréquence	Taux
Etudes primaires	1	0.03
Etudes secondaires	2	0.06
Formation professionnelle	09	0.3
Etude supérieur	18	0.6
Total	30	100

Source : Réalisé par le chercheur à l'aide du logiciel SPSS

Tableau n°6 : Type de certification des entreprises visitées

Nombre d'entreprise	Taux	Type de certification
19 entreprises	0.63	ISO 9001
3 entreprises	0.1	ISO 22000
2 entreprises	0.06	ISO 14001
3 entreprises	0.1	OHSAS 18001
3 entreprises	0.1	En cours de certification ISO 9001
30 entreprises	100	/

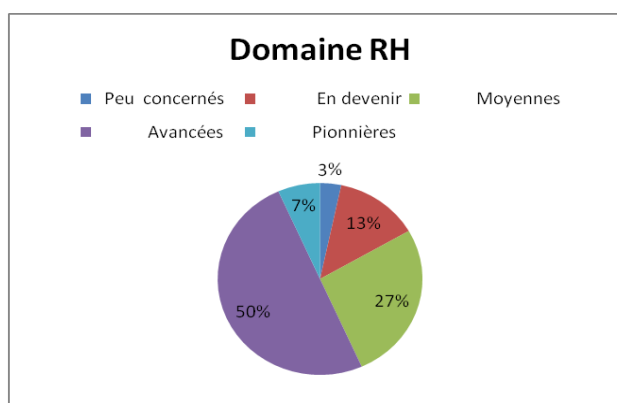
Source : Réalisé par le chercheur à l'aide du logiciel SPSS

Tableau n° 07: Statistiques RSE

		RSE DOMAINE 1	RSE DOMAINE 2	RSE DOMAINE 3	RSE DOMAINE 4	RSE DOMAINE 5	RSE GLOBALE
N	Valide	30	30	30	30	30	30
	Manquante	0	0	0	0	0	0
Moyenne		71,33	66,07	70,11	60,00	48,10	60,77

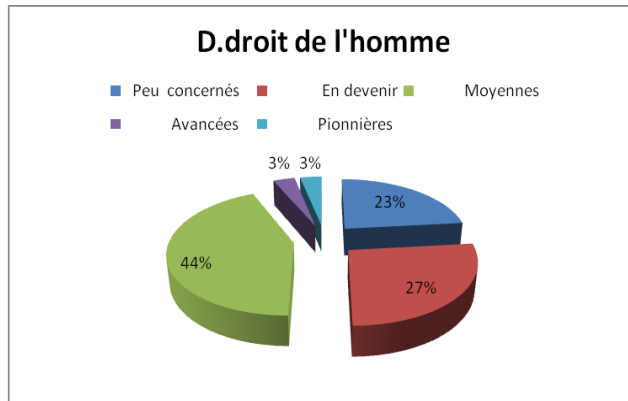
Source : Réalisé par le chercheur à l'aide du logiciel SPSS

Figure 01: RSE Domaine Ressources Humaines



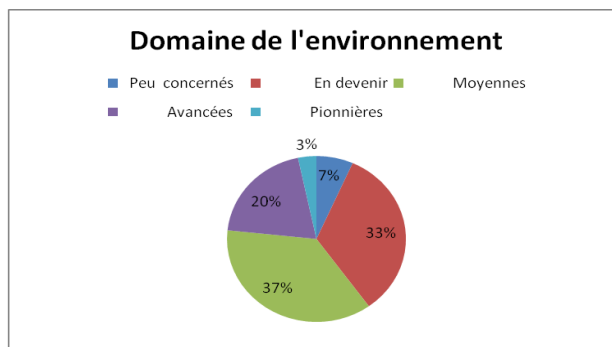
Source : Réalisé par le chercheur à l'aide de l'Excel

Figure 02 : RSE domaine de l'environnement



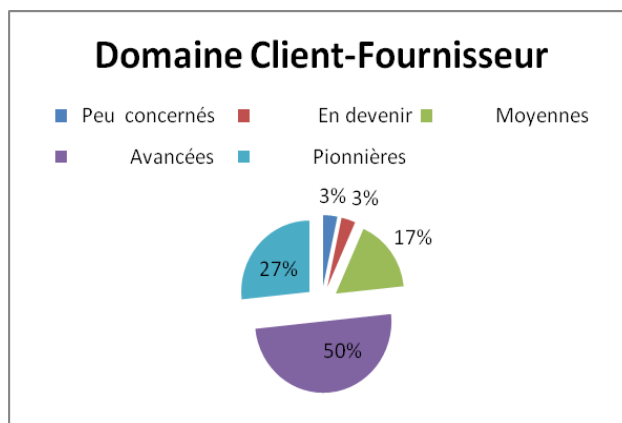
Source : Réalisé par le chercheur à l'aide de l'Excel

Figure 03 : RSE domaine de l'environnement



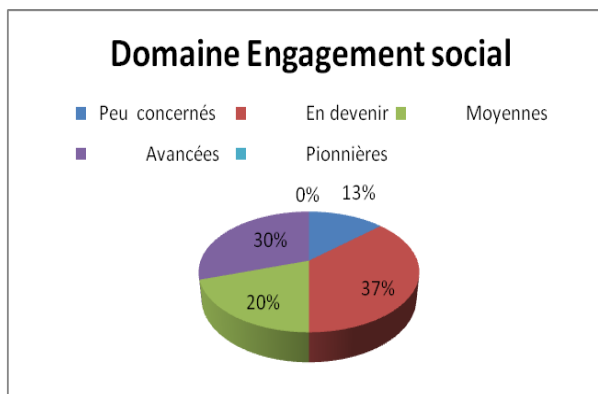
Source : Réalisé par le chercheur à l'aide de l'Excel

Figure 04 : RSE domaine client /fournisseur



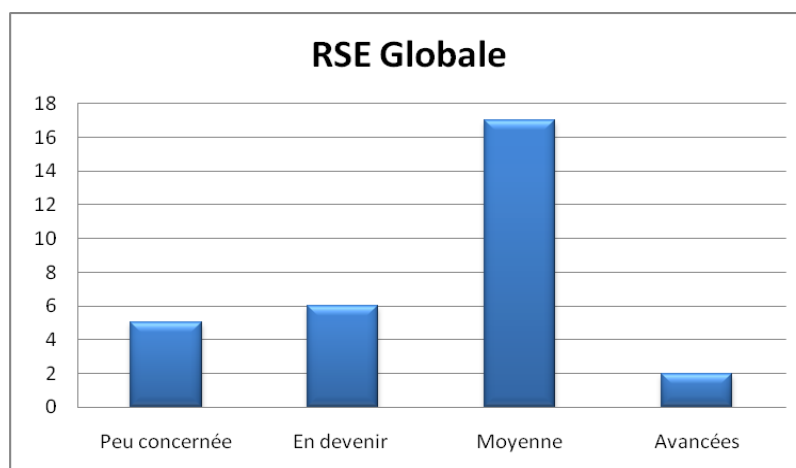
Source : Réalisé par le chercheur à l'aide de l'Excel

Figure 05 : Domaine engagement social



Source : Réalisé par le chercheur à l'aide de l'Excel

Figure 6 : RSE Global : La classification des entreprises en matière de responsabilité sociale, selon la notation de VIGEO



Source : Réalisé par le chercheur à l'aide de l'Excel

How to cite this article by the APA method:

Zina Arabeche. (2020). La contribution de la notation extra financière à mesurer la RSE : cas de quelques entreprises algériennes certifiées, *Roa Iktissadia Review*, Algeria: University Eloued. 10 (02), 331-347.

Les droits d'auteur de tous les articles publiés dans cette revue sont conservés par les auteurs concernés conformément à la licence [Creative Commons Paternité-Pas d'utilisation commerciale 4.0 internationale \(CC BY-NC 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/).



Roa Iktissadia Review, sous [licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - 4.0 International \(CC BY-NC 4.0\)](https://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/).